

Entretien avec...Alain Lambert (sénateur UMP): "Il n'est pas tant question de la privatisation de GDF que de la nationalisation rampante de Suez"

Challenges.fr | 02.06.2006 | 13:27

par Alain Lambert, sénateur UMP de l'Orne, membre de la Commission des Finances du Sénat, et ancien ministre du Budget

Villepin vient d'annoncer l'organisation, dans les semaines à venir, d'un débat parlementaire sur la fusion Suez-GDF "parce qu'il s'agit d'un choix qui touche au service public". Dans les rangs de la majorité, on s'interroge. De leur côté, les syndicats appellent à la grève le 20 juin prochain. Pourquoi cette agitation ?

- D'abord, il n'est pas tant question, pour moi, de la privatisation de GDF que de la nationalisation rampante de Suez. Laquelle est une entreprise totalement privée, mais qui va désormais se trouver soumise aux volontés d'un actionnaire public : l'Etat. Or c'est plutôt cela qui m'inquiète... Et c'est pour cette raison que je ne peux qu'être favorable à ce que l'Etat soit le moins présent possible au capital de la future entité. Je ne vois, par ailleurs, aucun danger sur la future politique énergétique de la France, ni même en termes d'emplois. Les avantages dont bénéficient les salariés de GDF seront sans doute étendus voire élargis à ceux de Suez. Tous ces cris pour prévenir des

dangers de la privatisation sont excessifs. Au contraire, le danger réside dans le fait de soumettre Suez -pour partie- à l'influence de la sphère publique.

Maintien de tarifs réglementés après juillet 2007, golden shares... Quel est, exactement, votre avis sur le projet de loi sur la privatisation tel qu'il doit bientôt être présenté ?

- Je suis tout à fait opposé au maintien de tarifs réglementés après 2007. Il est insensé de prétendre qu'une entreprise est privée, quand le prix de ses marchandises est fixé par l'Etat. Cela relève d'un âge révolu. Que l'Etat veuille veiller à ce que les foyers qui n'en ont pas les moyens aient de quoi se chauffer est une bonne chose. Mais cela doit se faire par le biais de prestations relevant du social.

Bruxelles a reporté de 15 jours, au 3 juillet, sa décision sur l'opération. Faut-il y voir, comme certains, les prémices d'une enquête approfondie ?

- Je pense que Bruxelles ne va, vraisemblablement, nous faire aucun cadeau. Et c'est bien mérité. Pourquoi attendre une quelconque bienveillance de Bruxelles, alors que la France n'est pas bon

joueur? Pourquoi voudrions-nous que la Commission européenne soit compréhensive à notre endroit, quand nous défendons nos entreprises hexagonales mais n'acceptons pas que les autres fassent de même à l'étranger?

Justement, que pensez-vous du "patriotisme économique" dont a, récemment, fait preuve le gouvernement sur plusieurs grands dossiers, dont Arcelor ?

- C'est révélateur d'une société qui a peur de l'avenir et manque de confiance en elle, d'un pays qui se croit incapable de relever le défi de la concurrence avec l'extérieur. Les crispations que nous constatons, rassemblées sous le vocable désuet de patriotisme économique, sont aussi la traduction d'une peur et d'un manque de confiance de la part des nos élites.

Que prônez-vous alors ?

- Il faut une adhésion pleine et entière à l'économie de marché. Il faut aussi libérer tout notre potentiel et faire en sorte que les administrations ne compliquent pas le jeu des acteurs économiques, mais le facilitent. En un mot, il faut une révolution copernicienne.

Propos recueillis par Flore de Bodman, (le jeudi 1^{er} juin 2006)